UNE IDEE DE DIMENSION STRATEGIQUE : LE PROJET MONTAGNARDS Guy Giraud

Voici des faits avérés, au-delà des nombreux commentaires associés aux conséquences de la non-exécution du Projet. Il est concevable de proposer l'appellation « Projet Montagnards » dans la mesure où il n'a pas donné lieu à un Plan opérationnel arrêté par la France combattante ou les Alliés. En revanche, pour ce qui concerne la partie militaire, Le Ray a établi un plan militaire d'exécution des conditions de mise en œuvre du projet de Dalloz. Il sera appliqué dès la mobilisation du 9 juin 1944.

L'intuition de Dalloz

Le point de départ de *l'affaire* du Vercors relève d'une intuition de Pierre Dalloz, en observant les falaises du Vercors à partir de Sassenage ; il la propose à Jean Prévost, un jour de mars 1941 :

« Il y a là une sorte d'ile en terre ferme, deux cantons de prairies protégées de tous les côtés par une muraille de Chine. Les entrées en sont peu nombreuses, toutes taillées en plein roc. On pourrait les barrer, agir par surprise, lâcher des bataillons de parachutistes. Puis le Vercors éclaterait dans les arrières de l'ennemi » (NDLR : pour couper les communications allemandes de la région de Marseille vers Lyon par la vallée du Rhône et la route des Alpes).



Pierre Dalloz
Source : Archive Association Nationale des
Pionniers et Combattants Volontaires du Vercors



Jean Prévost

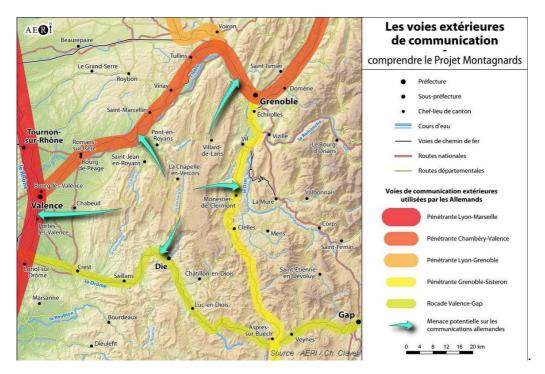
Source : Archive Association Nationale des Pionniers et

Combattants Volontaires du Vercors

A partir de cette idée-force, Dalloz envisage deux scénarios :

 Recueillir, en toute sécurité, sur des points de ralliement préalablement définis, des troupes parachutées et lourdement armées, protégées par neuf destructions sur les accès au mussif. Guidés par des maquisards du pays, il s'agit de créer l'insécurité sur les arrières des Allemands. 2. Utiliser le Vercors comme un centre de perturbations et un repaire de corps francs, d'où pourraient être lancés, le moment venu, des raids sur les installations de tout genre nécessaires aux Allemands.

Une question importante est d'expliquer pourquoi seul le premier scénario a été finalement étudié et mis en œuvre.



Alain Le Ray (Rouvier-Bastide) et la planification des opérations :

A. Le Ray est chargé de la préparation méticuleuse de la mise en œuvre du premier scénario. Le plan d'utilisation militaire du Vercors est le suivant :

Il s'agit d'interdire à l'ennemi les accès au Plateau et de tenir cinq jours pour permettre l'arrivée à Vassieux de 7 500 combattants is sus des troupes aéroportées, en liaison étroite avec le débarquement des Alliés en Provence. Guidés par des éclaireurs présents sur le Plateau, les combattants pourraient alors sortir du Vercors pour couper les lignes de communications allemandes dans la vallée du Rhône et sur la route des Alpes.



Alain Le Ray
Source : Archive Association Nationale
des Pionniers et Combattants Volontaires
du Vercors

Organisation générale du dispositif

Alain Le Ray définit cinq sous-secteurs de rassemblement des troupes aéroportées :

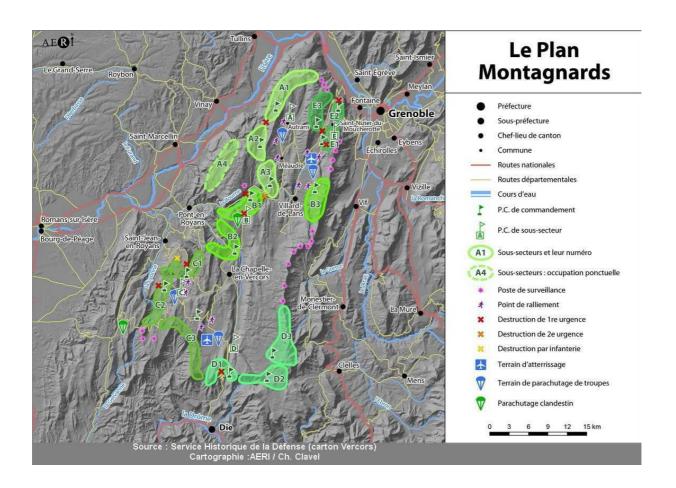
 Le sous-secteur de Saint-Nizier et de la gorge du Furon, qui est le point faible du Massif.

- Le sous-secteur d'Autrans,
- Le sous-secteur Centre, qui constitue le cœur du Plateau,
- Le sous-secteur de Lente ou du Mandement,
- Le sous-secteur Vercors s'étend du Grand Veymont au col de Rousset.

L'estimation des besoins en armement est chiffrée pour équiper 7 500 parachutistes et environ 450 maquisards :

Types d'armes	Quantités
canons antichars	5
mortiers	15
fusils mitrailleurs	750
pistolets	795
fusils	6 360
explosifs	2 tonnes
munitions	10 fois le poids des armes

Carte du plan Montagnards : dispositif prévisionnel du déploiement des unités aéroportées des alliés dans le cadre général du projet Montagnards.

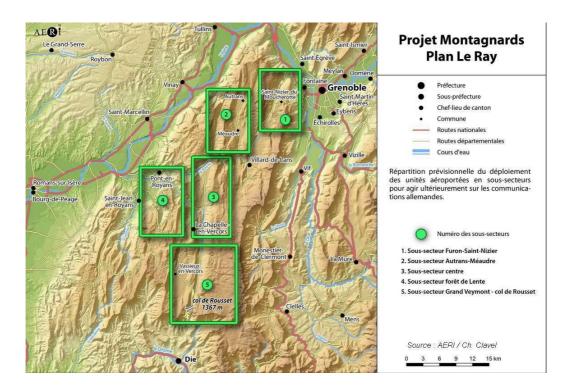


Un secteur est une zone de terrain placée sous les ordres d'un commandant unique, généralement une division ou une brigade. Le Vercors dans son ensemble constitue un secteur.

Un sous-secteur est une zone de terrain placée sous les ordres d'un subordonné : un bataillon, par exemple.

Une unité du volume d'une compagnie occupe un quartier : A1, A2, A3, voire A4. Il en est de même pour les lettres B, C, D, E.

Autre présentation visuelle simplifiée du plan Le Ray :



La demande de Dalloz :

À Alger

Dalloz se rend à Alger et à Londres à sa demande pour exposer aux états-majors le contenu du Projet Montagnards.

Il arrive à Alger, *via* Gibraltar, le 25 novembre 1943 dans une atmosphère obscurcie par la rivalité opposant les généraux Giraud et de Gaulle, démultipliée dans leur environnement par celle des *giraudistes* et des *gaullistes*.

Il est accueilli et hébergé par Louis Joxe, Secrétaire général du Comité Français de la Libération Nationale (CFLN), à qui il brosse un tableau sur le rôle stratégique que pourrait jouer le Vercors en liaison avec un débarquement en Provence.

Il prend des contacts sans suite avec les services de renseignement (SR), *SOE* (services secrets britanniques), *OSS* (services secrets américains), semble-t-il plus intéressés par les problèmes politiques internes à la Résistance en France que par les affaires militaires.

Ensuite, il rencontre André Dewavrin (*Passy*), chef du BCRA à Alger. Il lui présente le dossier Vercors. Il lui est dit que le problème du rapport avec le Vercors obéit à des règles de sécurité inhérentes à l'état de guerre, donc de secret.

Il a également un entretien avec le colonel Billotte, collaborateur immédiat de De Gaulle et Secrétaire général du Comité de Défense Nationale, et lui remet une copie de son rapport relatif au Projet Montagnards.

Il rencontre enfin le général Béthouart et le commandant Faure, partisans de Giraud qui ne sont pas optimistes sur la prise en compte du dossier Vercors dans les plans des opérations des Alliés, ceux-ci ayant d'autres priorités opérationnelles étudiées dans le secret le plus absolu.

Ainsi, il constate que le Projet Montagnards n'a éveillé que peu d'intérêt, le Vercors apparaissant comme un maquis parmi d'autres, parcimonieusement armé.

À Londres

Il est à Londres le 30 janvier 1944.

Avant son départ d'Alger, il est reçu au ministère de l'Intérieur par Emmanuel d'Astier (affecté à Londres mais temporellement présent à Alger), qui le met en garde sur son éventuelle intégration au BCRA qui pourrait limiter sa liberté d'action et de parole.

Il est présenté au commandant « Manuel », chef du BCRA à Londres. Il constate la vive compétition entre le ministère de l'Intérieur et le BCRA. Les militaires du BCRA avaient la prééminence du suivi des dossiers.

Il ne rencontre ni l'entourage immédiat de Churchill, ni celui de De Gaulle. Le 5 juin 1944, il répond à une convocation du BCRA qui souhaite connaître tous renseignements sur les Alpes. Il présente alors, entre autres, la situation générale dans les Alpes, en Oisans et le Projet Montagnards, dont le dossier sera exhumé bien trop tard pour que l'opération puisse être intégrée dans la complexité des plans d'opération des Alliés. La France combattante n'avait d'ailleurs pas connaissance de ces plans qui devaient rester secrets. Il reçoit cependant un encouragement du colonel Billotte, qui restera sans lendemain.

Il est de retour à Alger le 8 juillet 1944.

Une occasion manquée ? Il rencontre René Capitant, commissaire à l'Education nationale qui lui propose, le 15 juillet, de rencontrer le général de Lattre-de-Tassigny; cela ne se fera pas, le général ayant dû partir pour la Corse.

Le 18 juillet, il rencontre le colonel Constans qui appartient à la fois à la Direction générale des services secrets et au S.P.O.C (*Special Projects Operational Center*), organisme interallié où les affaires militaires de la Résistance étaient traitées. Constans dit n'avoir jamais entendu parler des rapports de Dalloz. Des regrets sincères, peut-être, mais le 21 juillet 1944, le Vercors sera attaqué.

Eugène Chavant à Alger

E. Chavant se rend à Alger, à sa demande expresse, pour connaître les intentions du commandement concernant l'avenir du Vercors au plan stratégique : allait-on envoyer des troupes aéroportées et de l'armement lourd, comme le prévoyait le projet Montagnards ?

Le 23 mai 1944, il se pose à l'aérodrome d'Alger.

De réunion en réunion, au SPOC (*Special Projects Operational Center*), il expose le projet Montagnards. Il propose l'envoi de 2 000 hommes, alors que le plan élaboré par Le Ray estimait le besoin à 7 500 hommes. Des promesses verbales lui sont faites. Il n'y a aucune équivoque dans son esprit : le Vercors va recevoir les moyens pour remplir sa mission. Il est d'ailleurs porteur d'une lettre signée de J. Soustelle, chef de la Direction générale des services spéciaux à Alger (DGSS), et secrétaire du Comité de Défense Nationale auprès du général de Gaulle. Cette lettre confirme que le « plan Vidal » (projet Montagnards) doit être mis en œuvre dans le cadre de la délégation militaire régionale (NDLR : le chef d'état-major de la région R1 est Marcel Descour).

Il rentre donc en France dans la nuit du 2 au 3 juin. Il rencontre M. Descour et lui présente l'ordre de mission signée par J. Soustelle, puis il rejoint le Vercors. Il revient en Vercors porteur de ces promesses et fait la connaissance de F. Huet, qui vient d'être nommé chef militaire du Plateau.



Pionniers et Combattants Volontaires du



Source : Paul Dreyfus, GRENOBLE CITADELLE DE LIBERTE, Edition 1997

Les Allemands et la sécurité de leurs voies de communication

Si les Allemands n'ont probablement pas eu directement connaissance du projet Montagnards, ils ont néanmoins la préoccupation d'assurer la sécurité des axes sud-nord reliant la Provence à la région lyonnaise, indispensables à la circulation de leurs unités. Or, le Vercors et l'Ardèche sont des menaces directes sur ce réseau de routes. C'est le raisonnement inverse fait par les concepteurs du Projet Montagnards qui ressort de l'extrait du SOK Sud de la France-Lyon (commandement allemand pour le Sud de la France), le 8 juillet 1944 :

Citation:

- 1) La concentration d'importantes troupes ennemies dans le territoire du Vercors [...] dont l'équipement croissant en armes lourdes, la rumeur infondée d'un renfort par des Canadiens largués par les airs et le nombre important de troupes aéroportées attendues sur le plateau de Vassieux laissent penser que dans le cas où le débarquement ennemi s'intensifierait, il faut s'attendre à de plus grandes actions offensives depuis cette région en vue de l'occupation de Valence et de la vallée du Rhône [...]. Une action commune avec le groupe de résistance important réuni en Ardèche est confirmée par plusieurs personnes.
- 2) Mais, comme il n'y a pas assez de forces disponibles pour une contre-action allemande immédiate qui empêcherait la réalisation des plans ennemis avant l'achèvement de l'opération Treffenfeld (NDLR: contre les maquis de l'Ain), il est nécessaire, dès qu'on aura connaissance de l'imminence d'un nouveau débarquement ennemi, de réunir au plus vite toutes les forces disponibles pour une offensive contre les entreprises ennemies en prévision.
- 3) C'est pourquoi on ordonne : que la 157. Res. Div. prenne toutes les dispositions nécessaires pour rassembler autour de Grenoble, sur envoi du nom de code Bettina, toutes les troupes subordonnées à l'exception du Btl 217 stationné à Gap, et à l'exception des unités positionnées pour la sécurité directe des cols frontaliers et la sécurité des tunnels au Mont Cenis et au petit St. Bernard, Mont-Genèvre et des unités stationnées au col de Larche. Le 19^e Régiment Pol I restera comme soutien pour l'hôpital militaire dans sa position actuelle. En ce qui concerne les forces prévues pour la participation à l'opération Treffenfeld, le cas échéant un ordre spécial sera donné. [...]
- 6) L'incorporation des Régiments de sécurité stationnés sur le parcours stratégique Lyon-Chambéry-Modane (Ost-Btl 406 et I./S.R.200) est demandée au [commandant en chef ouest à Paris]. [...]

7) Toutes les mesures mentionnées ici sont à préparer de telle sorte que lorsque le mot d'ordre Bettina sera donné, elles entreront tout de suite en action.

De la psychologie des « Vercors »

À partir de l'assurance d'Eugène Chavant, en juin 1944, concernant l'arrivée des renforts promis, e t sur la foi de l'engagement écrit de Jacques Soustelle, la Résistance sur le plateau va vivre dans une ambiance d'euphorie collective qui se révèlera trompeuse; d'autres indices vont la conforter, alors qu'ils n'étaient que des indices à interpréter avec prudence car les services radios du Plateau restaient silencieux sur leur validité. Il semble que certains, dont François Huet, aient essayé de tempérer cet enthousiasme collectif.

Deux messages de la BBC auront un impact important sur le moral des maquis :

Le 25 février 1943, la *BBC* diffuse le message suivant : « *Les montagnards doivent continuer* à gravir les cimes », sans référence aux moyens susceptibles d'être engagés. Le message est un encouragement à poursuivre l'élaboration du Projet.

Dans la nuit du 5 juin 1944, un deuxième message de Londres précise que « *Le chamois des Alpes bondit* » et engage la suite des événements en ordonnant la mobilisation des forces de la Résistance.

Complément à la présentation du Projet Montagnards

Rappel des faits:

Mars 1941 : Dalloz a l'intuition que la géographie spécifique du Vercors offre une possibilité d'organiser une Résistance à caractère offensif en appui à un débarquement allié en Provence ; l'idée centrale est de menacer les communications des unités ennemies opérant une retraite du littoral méditerranéen vers le nord.

Le Ray étudie et arrête l'organisation militaire du plateau qui en découle.

Le projet est soumis à l'approbation des autorités suivantes :

Jean Moulin (*Rex*, *Max*) dont la mission est d'unifier les mouvements de la Résistance (les M.U R) ; il est le représentant de De Gaulle et membre fondateur du Conseil national de la Résistance ;

Yves Farge (*Petrequin, Domaine, Lévy, Bonaventure, Grégoire, Bessoneau*,) notamment chargé par Jean Moulin de l'organisation de la Résistance dans le Vercors. Après les arrestations de Jean Moulin et du général Delestraint (*Vidal*), il monte à Paris où le Conseil National de la Résistance (CNR) lui confie la mission de présider le Comité d'action contre la déportation (CAD). Il est nommé commissaire de la République pour la Région Rhône-Alpes

à Lyon en avril 1944, appuyant les initiatives du maquis du Vercors ;

le général Delestraint (*Vidal*), chef de l'Armée secrète (AS), chargé du développement des maquis dont celui du Vercors.

Ces trois responsables entérinent le Projet Montagnards.

Février 1943 : à Londres, le général Delestraint remet le Projet Montagnards au BCRA. Il aurait reçu l'agrément du général de Gaulle. Aucun document ne permet d'avérer ce fait.

9 juin 1943 : le général Delestraint est arrêté par la Gestapo à Paris ; il mourra en déportation.

21 juin 1943 : Jean Moulin est arrêté à Caluire (Rhône) et mourra des suites de la torture.

Ainsi, deux des soutiens du projet Montagnards auront disparu. Deux autres événements se produisent :

25 novembre 1943 : Pierre Dalloz est à Alger.

Décembre 1943 : suite à des problèmes de récupération d'armes provenant du parachutage de Darbounouze, A. Le Ray propose sa démission qui est acceptée par M. Descour. L'un des concepteurs du Projet quitte le Vercors.

P. Dalloz, à Alger, contacte Joxe, secrétaire général du Comité Français de la Libération nationale (CFLN) auquel il expose le rôle stratégique que pourrait jouer le Vercors. Il réécrit le Projet Montagnards dans toutes ses composantes, ses notes étant restées à Gibraltar.

Joxe le met en contact avec le capitaine Dewavrin (*Passy*), chef du BCRA d'Alger. Passy ne manifeste pas un intérêt particulier pour le projet, pourtant soutenu par Jean Moulin, le général Delestraint et même par le général Demazes (état-major de l'Armée secrète) à Bourg-en-Bresse (Ain) ; il lui suggère de rencontrer Jacques Soustelle.

Dalloz rencontre J. Soustelle, chef de la Direction générale des services spéciaux à Alger. Il a ensuite un contact avec le général Billotte, collaborateur du général de Gaulle. Billotte déclare avoir pleine conscience du fond du Plan. Il a l'occasion de présenter la Plan au général Béthouard et au commandant Faure, qui font partie du clan *Giraud*, au Palais d'Eté. Ils déclarent le projet très valable mais ne peuvent intervenir du fait de la discorde, à Alger, entre les Français, les uns soutenant Giraud, les autres de Gaulle.

Début janvier 1944 : Henri Thackthwaite (*Procureur*) est le chef de la mission interalliée *Union* larguée à cette date. Il parcourt le Vercors et acquiert la conviction de son intérêt stratégique. En conclusion du rapport qu'il remet lui-même à Londres le 3 mai, probablement à son correspondant des services secrets, il propose le parachutage d'un étatmajor de bataillon et d'une compagnie d'armes lourdes, avec canons, mortiers et mitrailleuses. C'était aller dans le sens du Plan Montagnards, mais Thackthwaite n'envisageait

pas d'autre forme de défense sur le Vercors qu'une défense agressive et très mobile.

30 janvier 1944 : Dalloz est à Londres. Il a le sentiment que, localement, le BCRA redoutait que la Résistance eût trop de succès, notamment les maquis relevant du Front National, d'obédience communiste. Il est reçu au bureau opérationnel du BCRA. Le colonel Gombaux et le capitaine Miksche lui demandent de faire un exposé général sur les Alpes. Il insiste sur l'intérêt représenté par le Vercors pour cisailler les voies de communication allemandes tout autour du Massif. Il appuie le besoin de posséder des armes lourdes. L'étude relative au Projet Montagnards fut finalement retrouvée peu avant le débarquement en Normandie.

23 mai 1944 : Eugène Chavant se pose sur l'aérodrome d'Alger. Il rentre ensuite en France dans la nuit du 2 au 3 juin. Il rencontre à Lyon Marcel Descour et rejoint le Vercors avec ses certitudes.

Début juin : Dalloz ne peut accéder au général de Gaulle ; le colonel Thiébault, de l'état-major, lui remet une enveloppe contenant le Projet ; le colonel fait état de la déclaration suivante du général Billotte à son attention : « Votre Vercors est engagé ».

8 juin 1944 : Dalloz est de retour à Alger.

Le 18 juillet, il rencontre le colonel Constans (*Saint-Sauveur*). Les Allemands, renseignés, anticiperont toute velléité de renforcement des moyens du Vercors en provenance des Alliés. Le 21 juillet 1944, le Vercors est attaqué.

Un fil d'Ariane pour suivre et comprendre les aléas du Projet Montagnards

Le dossier du Projet Montagnards est, semble-t-il, resté en instance au niveau des services secrets de Londres et d'Alger : c'est-à-dire : le BCRA d'Alger et de Londres, le SPOC à Alger. Ces services ne possédaient pas toute la panoplie en hommes, armements légers et lourds et moyens aériens pour organiser et exécuter une opération aéroportée stratégique.

L'état-major suprême des Alliés (*Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force* - SHAEF) et son volet méditerranéen, le *Allied Force Headquarter* – AFQH.

L'état-major suprême des Alliés travaillait dans le plus grand secret pour préparer, organiser, planifier l'emploi des moyens complexes en hommes et en matériel en vue des débarquements en Normandie et en Provence. L'état-major de la France combattante n'était pas partie prenante dans l'élaboration de cette stratégie. Par ailleurs, W. Churchill était partisan d'un débarquement en Yougoslavie plutôt qu'en Provence. Dans ce contexte, le Projet Montagnards ne pouvait être pour les Alliés qu'une opportunité lointaine dont ils n'avaient absolument pas connaissance. Par ailleurs, les Alliés rechignaient à surarmer la

Résistance, notamment en armes lourdes, pour des raisons politiques. Ils redoutaient que les maquis d'obédience communiste ne soient en mesure de provoquer des soulèvements populaires conduisant à leur prise du pouvoir en France.

Le BCRA

Le doute subsiste quant à savoir si le BCRA a cru à la validité du Projet. Par ailleurs, ses services, souvent cloisonnés pour des raisons de sécurité, n'étaient pas en mesure de le mettre en application sans les Alliés dans le cadre de la planification des opérations majeures. Il n'en connaissait, à l'avance, ni le calendrier ni le point d'application.

Charles Delestraint, Jean Moulin, Alain Le Ray

La disparition tragique du général Delestraint, et surtout celle de Jean Moulin, en juin 1943, le départ de Le Ray du Vercors en mai 1944, l'absence de P. Dalloz du Plateau ont contribué à affaiblir la nécessité de poursuivre la mise en œuvre du Plan d'aide au débarquement en Provence.

Le message d'E. Chavant

Au reçu des télégrammes rageurs d'E. Chavant et de F. Huet, Londres s'interroge, craignant une exploitation politique du martyre du Plateau, mais il était trop tard pour secourir utilement le Vercors.

Sources:

*DALLOZ Pierre, *Vérité sur le drame du Vercors*, éditions Fernand Lanore, dépôt légal 4^e trimestre 1979.

*ESCOLAN Patrice et Lucien RATEL, *Guide-Mémorial du Vercors Résistant, Drôme-Isère* 1940-1944, Paris, collection Documents, édition Le cherche midi, 23 rue du Cherche-Midi 75006, Paris, 406 pages.

- *Archives du Service historique de la Défense, SHD, carton Vercors.
- *DREYFUS Paul, Vercors, Citadelle de Liberté, Grenoble, Arthaud, 1969, 364 pages.
- *MARTIN Patrick : Thèse de doctorat de l'Université Paris II-Sorbonne (29 novembre 2001), la Résistance dans le département de la Drôme, 1940-1944.
- *Archives familiales de ZELLER Henri (Joseph, *Faisceau, Menard*), chef militaire des maquis pour le Sud-Est de la France.
- *Farge Yves, Histoire vécue de la Résistance. Rebelle soldat et citoyen, carnet d'un Commissaire de la République, Paris, Grasset, 1946.

Annexe au Projet Montagnards

Un exemple d'opération aéroportée dont le volume des forces engagées est du même type

que celui prévu au Vercors par le projet Montagnards.

Conditions du parachutage d'hommes sur le Plateau. Il ne s'agit pas d'une critique du Projet

Montagnards, mais de montrer les conditions de son exécution.

Un tel plan opérationnel doit obéir à trois scénarios :

• Les actions à déclencher si le plan est mis en œuvre ;

• le plan n'est pas mis en œuvre ;

• les actions à entreprendre si les scénarios 1 et 2 ne sont pas exécutés.

Recueillir le plus de renseignements possibles avant l'envoi des troupes.

Planifier un largage rapide des hommes et du matériel, proche des objectifs à attaquer pour

une coordination générale de l'action.

Maîtriser la surprise de l'attaque.

S'engager pour une rapide prise des objectifs et pour peu de temps car ces troupes ne

bénéficient pas de l'appui de l'artillerie, de beaucoup d'hommes et de matériel comme

l'infanterie classique. Ainsi le plan est exécuté.

Un exemple: Le Muy, 1944

Le 12 août 1944 : parachutage et aérotransport - opérations RUGBY et DOVE ;

L'assaut aérien consistait en un parachutage d'hommes et de matériel entre Le Muy et La

Motte avec 5 000 parachutistes de la 2e Brigade indépendante britannique et des planeurs

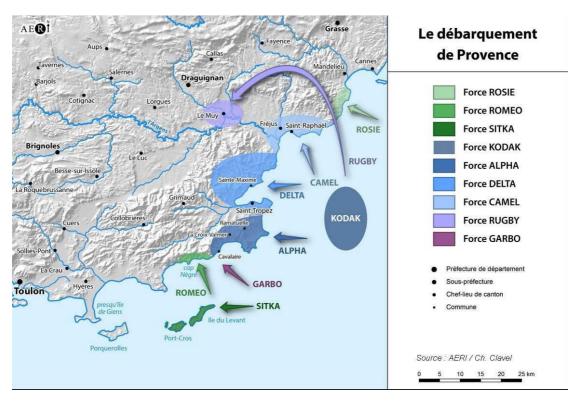
américains pour les véhicules. Ils étaient parachutés depuis l'Italie. L'objectif était de

s'emparer du Muy et des hauteurs de Grimaud afin d'empêcher l'afflux de renforts ennemis

depuis l'ouest.

Les trois zones des DZ (*Dropping Zones-*Zones de parachutage) près du Muy :

14



À 04 h 15, le 509th PIR (Parachute Infantry Regiment) américain saute sur la DZ « C » à 3 km au sud-est du Muy avec pour missions de couper les lignes de communication et de prendre les hauteurs de la ville.

04 h 30 : le 517th PIR saute sur les hauteurs ouest et nord du Muy, missions : capturer La Motte et Les Arcs, interdire l'accès aux routes principales menant vers le Sud-Ouest et Toulon ainsi que Draguignan où se trouve un QG de corps d'Armée allemand, éliminer toute résistance ennemie et nettoyer les DZ pour les planeurs.

06 h 00 : les 2 652 hommes du *2nd Independant Parachute Brigade Group* britannique sautent sur la DZ « O » et doivent assurer la région de La Motte et prendre Le Muy.

18 h 00 : le 551th PIB (Parachute Infantry Battalion) saute à l'ouest du Muy et doit relever le 2e Battalion du 517th PIR.

18 h 15, le 550 Glider Infantry Battalion atterrit sur la DZ « O ».

446 avions C-47 « Dakota » du *Troop Carrier Command* ont effectué 987 sorties aériennes en décollant de 11 aérodromes en Italie près de Rome. Ils ont transporté 9 112 hommes dont 7 391 paras.



Près de la Motte, <u>330 planeurs</u> déposèrent, en sept vagues, 2 250 soldats et des équipements cruciaux pour renforcer les parachutistes qui avaient déjà atterri près du Muy.

Remorqués chacun par des C-47 « Dakota », 332 planeurs se sont posés à 16 h 30 le 15 août. En moins de 18 heures, 200 000 tonnes d'équipements et de ravitaillement, 213 pièces d'artillerie et 221 véhicules furent également aérotransportés sur près de 322 km au-dessus de la Méditerranée.

Au soir du 17 août, la jonction avec les troupes débarquées avait été réalisée partout et parfois dépassée. L'ensemble tenait l'objectif fixé, un arc de cercle de 25 km à l'intérieur des terres : la « Blue line ».

À J+4, toutes les missions étaient remplies, 1 QG de corps d'Armée et 1 000 Allemands capturés, la *Task Force* continua sa progression jusqu'à la frontière franco-italienne afin de protéger le flanc droit du groupe d'armées alliées. Les pertes des troupes aéroportées s'élevèrent à 506 tués/blessés ou disparus et 283 blessés lors des parachutages et atterrissages.